moitié des \$10 sera versée lors de la présentation de la demande, l'autre moitié un an plus tard lorsqu'il aura pu être procédé à une inspection dans l'intervalle.

LE SOUTIEN DE L'EXPORTATION DU BLÉ AMÉRICAIN— LE CAS DU CANADA

M. John L. Skoberg (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au premier ministre? Vu qu'on a annoncé à la Conférence internationale de Genève que les États-Unis se serviraient de leur trésor public pour soutenir la position concurrentielle de leur blé, le premier ministre peut-il dire si le producteur canadien peut espérer le même service de la part du trésor public canadien, afin que nous obtenions notre part du marché mondial?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, la prémisse de la question est purement conjecturale. Rien n'indique que cela se produira. Quant au trésor public canadien, il soutient déjà dans une mesure considérable le producteur de blé canadien.

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question?

M. Skoberg: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Le premier ministre prétend que la prémisse de la question était purement conjecturale. Or, cette nouvelle a été annoncée à la conférence de Genève par l'un des représentants des États-Unis.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Il ne s'agit pas d'un rappel au Règlement. Le député de Prince Edward-Hastings a la parole.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA QUESTION DE L'ACCROISSEMENT DES EXPORTATIONS

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Étant donné la baisse appréciable des exportations jusqu'ici cette année, le gouvernement a-t-il l'intention de lancer une campagne commerciale intensive pour les accroître, notamment dans le domaine des produits ouvrés qui, comme le premier ministre le sait, est une industrie de main-d'œuvre qui devrait procurer d'autres emplois, car le besoin s'en fait grandement sentir à l'heure actuelle?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je voudrais souhaiter la bienvenue à l'honorable député rétabli de sa lutte contre les «Buga-boos»—si je ne craignais pas que l'opposition ne pense que c'est un mot obscène et ne réclame des explications. A propos de la question posée par l'honorable député, je lui signale que le rendement de l'économie canadienne au cours de l'an dernier a été deux fois supérieur à celui de toute année antérieure en temps de paix. Je crois donc que l'honorable député devrait nous féliciter de notre gestion économique.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, le premier ministre ignore peut-être que les exportations de produits ouvrés n'ont augmenté que de 4.2 p. 100 l'an dernier, ce qui représente une très faible hausse.

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. L'honorable représentant aurait-il l'obligeance de poser sa question supplémentaire?

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, je voulais simplement mettre le premier ministre au courant. Je le prie d'examiner lui-même l'activité du ministère de l'Industrie et du Commerce et ainsi apprendre de première main que le désir de lancer une campagne commerciale intensive a été frustré par le refus du gouvernement de financer une telle entreprise.

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'hon. M. Benson: Il y a un excédent de 3 milliards.

* * *

LA SÉCURITÉ NATIONALE

LE REMPLACEMENT DE LA LOI CONCERNANT L'ORDRE PUBLIC (MESURES PROVISOIRES)

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, permettez-moi d'adresser une question au premier ministre. Comme le premier ministre du Québec a déclaré sans équivoque qu'une loi permanente remplacera la loi concernant l'ordre public (mesures provisoires) à la fin d'avril, je lui demanderais si le gouvernement a changé d'avis depuis le 11 janvier alors que le premier ministre suppléant déclarait que la question ne serait pas réglée par une mesure législative. Le gouvernement est-il maintenant en train de rédiger un projet de loi semblable?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le gouvernement annoncera ses intentions. Nous avons dit, et le premier ministre suppléant l'a rappelé à la Chambre comme je l'ai d'ailleurs moi-même confirmé, que nous saisirions la Chambre de la question avant l'expiration de la loi concernant l'ordre public (mesures provisoires). La Chambre en connaîtra la forme quand nous l'en saisirons.

M. Baldwin: Monsieur l'Orateur, le premier ministre du Québec ayant dit que des délibérations se poursuivaient entre gouvernements, puis-je demander si celles-ci se limitent au gouvernement du Québec et à celui du Canada ou bien les gouvernements des autres provinces y prennent-ils part aussi? En outre, la question a-t-elle été soulevée lors de la dernière conférence fédérale-provinciale?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, la question n'a pas été discutée lors de la dernière conférence fédérale-provinciale. Si des délibérations ont lieu avec la province de Québec, ce ne peut être que de façon très officieuse. Je n'en ai pas connaissance en tant que telles. Peut-être le ministre de la Justice du Québec et le nôtre se sont-ils consultés sur la manière dont est appliquée la